



## Arrêt

n° 127 721 du 31 juillet 2014  
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais le Ministre de la Justice, chargé de l'Asile et la Migration, de l'Intégration sociale et de la Lutte contre la Pauvreté**

### LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 6 décembre 2013, par Mme X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 21 octobre 2013.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 13 décembre 2013 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 février 2014 convoquant les parties à l'audience du 21 mars 2014.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me C. NEPPER *loco* Me F. GELEYN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

#### 1. Faits pertinents de la cause.

La partie requérante est arrivée en Belgique dans le cadre d'un regroupement familial en tant que conjoint d'un étranger autorisé au séjour illimité en Belgique et s'est vue mise en possession d'un Certificat d'inscription au registre des étrangers le 11 septembre 2012.

Le 30 juillet 2013, la commune d'Ixelles a transmis à la partie défenderesse la demande de prorogation de son titre de séjour introduite par la partie requérante.

Le même jour, la partie défenderesse a adressé une demande d'informations à la partie requérante, laquelle lui a été notifiée le 13 septembre 2013.

Le 16 septembre 2013, la commune d'Ixelles a communiqué les éléments produits par la partie requérante en réponse au courrier de demande d'informations susmentionné.

Le 21 octobre 2013, la partie défenderesse a pris, à l'encontre de la partie requérante, une décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire, laquelle a été notifiée le 6 novembre 2013.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« ☐ l'intéressée ne remplit plus une des conditions prévues à l'article 10 de la loi (article 11, § 2, alinéa 1er, 1°) :

**Défaut de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants**

Considérant qu'en vertu de l'article 10§5 de la loi du 15 décembre 1980, l'administration est habilitée à vérifier si l'étranger non ressortissant de l'Union européenne qui ouvre le droit au séjour dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants.

Considérant que [la requérante] s'est vu délivrer le 11.09.2012 un Certificat d'Inscription au Registre des Etrangers dans le cadre d'une demande « Regroupement familial/ art 10 » en qualité de conjointe de Monsieur [B.M.].

Qu'à l'appui de sa demande de renouvellement de carte de séjour du 11.09.2013, l'intéressée a produit les documents suivants :

- Une attestation d'affiliation à une mutuelle ;
- Un contrat de bail enregistré ;
- Une attestation de la CSC d'Ixelles du 29.07.2013 (date de la dernière attestation reçue) selon laquelle Monsieur [B.M.] perçoit des allocations de chômage depuis Mai 2013 (attestation allant du 05.2013 au 06.2013) :

05/13: 2270.34 €                      06/13 : 1214.69 €

Il ressort donc des pièces transmises que la personne qui lui ouvre le droit au séjour, soit son conjoint [B.M.], ne dispose pas de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tel que prévu à l'article 10§5 de la loi du 15 décembre 1980 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille afin que ces derniers ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics.

En effet, il apparaît que son conjoint bénéficie d'allocations de chômage depuis le mois de Mai 2013.

Or, selon l'article 10§5 3° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers "l'évaluation des moyens de subsistance ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il recherche activement du travail

Par courrier du 30.07.2013, notifié à l'intéressée le 13.09.2013, l'Office des Etrangers demande à l'intéressée de porter à la connaissance de l'administration tous les éléments qu'elle souhaite faire valoir, dans le cadre de l'examen d'un éventuel retrait de titre de séjour et conformément à l'article 11 §2 alinéa 5 de la loi du 15.12.80 relatif à l'accès au territoire, au séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à ce courrier, [la requérante] nous produit le 16.09.2013 :

■ Deux lettres de candidatures datées du :

- o 11.09.2013
- o 12.09.2013

*Depuis Mai 2013, l'intéressée nous a produit 2 lettres de candidatures en 2 mois de chômage, malheureusement, nous constatons que l'intéressée n'a pas fait suffisamment d'effort que pour pouvoir s'insérer sur le marché d'emploi.*

*On ne peut raisonnablement pas considérer que 2 lettres de candidatures en 2 mois de chômage puissent constituer une recherche active d'emploi.*

*En conclusion, considérant que la personne qui lui ouvre le droit au séjour bénéficie d'allocations de chômage depuis Mai 2013 et considérant les efforts fournis par ce dernier pour rechercher activement un emploi, il n'est pas permis d'observer que celui-ci recherche activement un emploi.*

*La situation dans laquelle se trouve [sic] l'intéressée et son époux ne peut donc pas être considérée comme temporaire à court terme.*

*Au vu de ce qui précède, les conditions prévues à l'article 10 ne sont pas remplies et le renouvellement du titre de séjour temporaire ne peut être accordé.*

*Certes, l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de Sauvegarde des Libertés Fondamentales pourrait être invoqué par l'intéressée au titre de sa vie privée et familiale, en raison de la présence sur le territoire de son époux.*

*Néanmoins, précisons d'emblée que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas l'intéressée de remplir ses obligations en matière de regroupement familial.*

*En effet, le conseil rappelle que l'article 8 ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour le séjour des étrangers sur le territoire( CCE arrêt n°75253 du 16 février 2012 dans l'affaire 85440/III ).*

*Il convient également de rappeler que la Cour d'arbitrage, actuellement dénommée Cour Constitutionnelle, a considéré [sic] dans son arrêt n°46/2006 du 22 mars 2006 qu' »En imposant à un étranger non CEE (...) qui a épousé un ressortissant non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause(dont l'une est similaire à l'article 12bis§1er nouveau de la loi du 15.12.1980) ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constitue pas davantage une ingérence qui ne peut [sic] se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.*

*En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).*

*Or, l'intéressée ne démontre pas l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux.*

*Du reste, on ne voit raisonnablement pas en quoi le fait de recréer temporairement la vie familiale au pays d'origine avec son conjoint, le temps d'y lever les autorisations requises serait une atteinte disproportionnée audit article 8.*

*D'autre part, précisons que l'intéressée est arrivée en Belgique muni d'un visa D/regroupement familial.*

*Elle savait son séjour temporaire et conditionné au cours des trois premières années suivant la délivrance de son titre de séjour.*

*Dès lors qu'aujourd'hui, la personne lui ouvrant le droit au séjour ne remplit plus la condition des moyens de subsistances, l'intéressée ne peut considérer que sa vie privée et familiale devrait prévaloir sur les conditions liées à son séjour.*

*Ajoutons, que le fait que l'intéressée réside en Belgique depuis le 11.09.2012 n'infirmes en rien ce constat.*

*De plus, il peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la*

*défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.*

*Par conséquent, au vu de ce qui précède, après avoir eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé(respect des conditions de l'article 10 de la loi) et la gravité de l'atteinte au droit de la requérante [sic] au respect de sa vie privée et familiale (séparation temporaire avec son mari) ne saurait prévaloir sur l'absence de respect de la condition de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants.*

*L'article 8 CEDH n'est donc en rien violé par la présente décision.*

*Il n'est pas établi que la vie familiale ne peut se poursuivre au pays d'origine.*

*En effet, rien dans son dossier administratif en l'état ce jour ne laisse supposer que l'intéressée a perdu tout lien avec son pays d'origine, où elle a vécu [sic] jusqu'à son arrivée en Belgique le 11.09.2012.*

*[La requérante] ne démontre donc pas l'existence d'obstacles s'opposant à la poursuite de sa vie familiale ailleurs qu'en Belgique.*

*Quant à la durée de son séjour, relevons que l'intéressée n'est en Belgique que depuis le 11.09.2012 et que ce séjour est bel et bien temporaire et conditionné et qu'elle était supposé connaître et accepter les conditions de prolongations mises à son séjour.*

*La présence de son époux sur le territoire belge ne donne pas automatiquement droit au séjour.*

*En outre, la séparation avec son époux, ne sera que temporaire, pour autant que l'intéressée remplisse toutes les conditions exigées dans le cadre du droit au séjour sur pied de l'article 10 de la loi du 15.12.1980.*

*Cette décision est prise sans préjudice de la possibilité pour l'Office des Etrangers d'examiner les autres conditions légales ou de procéder à toute enquête jugée nécessaire lors de l'introduction éventuelle d'une nouvelle demande.*

*En exécution de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours.»*

## **2. Exposé du moyen d'annulation.**

La partie requérante prend un second moyen de la violation des articles 10 §1, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, 10 §2, alinéa 3, 10 §5, 10ter §2, alinéa 2 et 12bis §2, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du principe général de bonne administration.

Elle soutient que la partie défenderesse a violé l'article 12bis, §2, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980 dont elle rappelle le prescrit dans la mesure où elle n'a pas procédé à l'examen *in concreto* des moyens de subsistance requis par la disposition précitée en se contentant de considérer que la preuve de la recherche active d'emploi n'avait pas été apportée. Elle ajoute que seul l'examen visé à l'article 11 §2, alinéa 5 de la loi du 15 décembre 1980 a été réalisé par la partie défenderesse qui lui a demandé de faire valoir les éléments pertinents à cet égard.

Elle se réfère à un arrêt n°98177 du 28 février 2013 rendu par le Conseil de céans et soutient qu'elle a démontré l'existence de moyens de subsistance suffisants pour subvenir aux besoins du ménage sans devenir une charge pour les pouvoirs publics dès lors qu'elle a apporté la preuve que son conjoint percevait des allocations de chômage, que leur loyer de 563, 26€ était relativement modeste et que le ménage n'avait pas recours à une éventuelle allocation de chômage. Elle précise à cet égard que son conjoint a travaillé et donc cotisé à partir de mars 2000 jusqu'à ce qu'il perde son emploi en mai 2013.

Elle allègue que la partie défenderesse a également violé l'article 10ter §2 de la loi du 15 décembre 1980 dont elle rappelle les termes dans la mesure où elle n'a pas tenu compte de l'ensemble des

éléments de la cause et n'a pas analysé les moyens de subsistance nécessaires aux besoins du ménage.

Partant, elle invoque que la décision attaquée a violé l'article 10, §5 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée.

### 3. Discussion.

3.1. Sur le second moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, le membre de la famille d'un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée, visé au §1er, alinéa 1er, 4°, du même article, « *doit [...] apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Cette condition n'est pas applicable si l'étranger ne se fait rejoindre que par les membres de sa famille visés au § 1er, alinéa 1er, 4°, tirets 2 et 3* ».

Il rappelle également, qu'aux termes de l'article 10, § 5, de la même loi, « *Les moyens de subsistance stables et suffisants visés au § 2, alinéa 3, doivent être au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3° de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.*

*L'évaluation de ces moyens de subsistance:*

*[...];*

*3° ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail. »*

Ensuite, il ressort des termes de l'article 12bis, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, que « *Si la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visés à l'article 10, § 5, n'est pas remplie, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, les moyens d'existence nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger tous les documents et renseignements utiles pour déterminer ce montant* ».

3.2. En l'espèce, la décision attaquée est notamment fondée sur le constat qu'« [i]l ressort donc des pièces transmises que la personne qui lui ouvre le droit au séjour, soit son conjoint [B.M.], ne dispose pas de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tel que prévu à l'article 10§5 de loi du 15 décembre 1980 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille afin que ces derniers ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics. En effet, il apparaît que son conjoint bénéficie d'allocations de chômage depuis le mois de Mai 2013.

*[...]*

*[C]onsidérant que [son conjoint] bénéficie d'allocations de chômage depuis Mai 2013 et considérant les efforts fournis par ce dernier pour rechercher activement un emploi, il n'est pas permis d'observer que celui-ci recherche activement un emploi. La situation dans laquelle se trouve [sic] l'intéressée et son époux ne peut donc pas être considérée comme temporaire à court terme ».*

Le Conseil relève toutefois qu'il ne ressort ni de la décision entreprise, ni du dossier administratif que la partie défenderesse a déterminé, en fonction des besoins propres de l'étranger rejoint et des membres de sa famille, les moyens d'existence nécessaires pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics, exigence pourtant mise à sa charge par l'article 12bis, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'article 10, § 5, de la même loi.

Partant, la partie défenderesse a violé l'article 12bis, §2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980.

3.3. Le Conseil ne peut suivre l'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations selon laquelle la partie requérante ne dispose pas d'un intérêt légitime à contester la motivation de la décision attaquée dans la mesure où elle n'aurait produit aucun « *document démontrant les moyens nécessaires au ménage mais seulement deux lettres de candidatures et le contrat de bail qui (...) permettait uniquement de calculer le montant du loyer et le montant des charges communes mais ne donnait pas d'indication quant au montant des frais de télédistribution, téléphone, électricité, gaz ou location de compteurs, ledit contrat prévoyant uniquement qu'ils étaient à charge exclusive du locataire* » dès lors que celle-ci n'est pas de nature à remettre en cause les constats qui précèdent.

Le Conseil rappelle par ailleurs à cet égard que si la partie défenderesse estimait ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour déterminer les besoins du ménage, elle pouvait, aux termes de l'article 12 bis, §2, alinéa 4, « *se faire communiquer par l'étranger et par toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles pour la détermination de ce montant* ».

3.4. En conséquence, le second moyen est, dans les limites exposées ci-dessus, fondé et justifie l'annulation de l'acte attaqué.

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres aspects du second moyen ni le premier moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

#### **4. Dépens**

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article 1.**

La décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 21 octobre 2013, est annulée.

##### **Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un juillet deux mille quatorze par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme G. BOLA-SAMBI-B.G. BOLA-SAMBI-B., Greffier assumé.

Le greffier, Le président,

G. BOLA-SAMBI-B.

M. GERGEAY